



Premier ministre

Service Communication

Hôtel de Matignon, le 25 juin 2018

**Discours de M. Édouard PHILIPPE, Premier ministre
à l'université de Tsinghua**

**Pékin
Dimanche 24 juin 2018**

Seul le prononcé fait foi

Monsieur le président,
Madame la ministre,
Monsieur le ministre,
Mesdames et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le directeur,
Chers étudiants,

C'est un grand honneur et un honneur redoutable que de s'exprimer devant des étudiants de l'université de Tsinghua.

C'est un grand honneur parce que cette université depuis 1911, joue un rôle éminent dans la construction de la Chine, dans l'essor de la Chine, dans la formation de sa jeunesse, dans la recherche toujours accrue d'une excellence qui permet à ce grand pays de retrouver sa place et de se dépasser en se réinventant tous les jours.

Je sais que dans cette université prestigieuse, des hauts responsables politiques ont été formés, à commencer par le président Xi JINPING. Je sais que sur les bancs de cette université, des Prix Nobel ont été formés et ont pu venir nourrir les rangs des plus grands savants chinois et mondiaux.

C'est donc un très grand honneur, c'est aussi un honneur redoutable car cette université est réputée par l'excellence de ses enseignements, dans des matières aussi diverses que les sciences de l'ingénieur, la physique, la chimie, les mathématiques, toutes matières dans lesquelles j'ai toujours été un très médiocre élève.

Ma spécialité c'était plutôt l'histoire, la littérature, la philosophie puis finalement ma vie professionnelle : le droit. Et si l'honneur est redoutable, je suis très heureux de pouvoir m'exprimer devant vous, car ce lieu et ce public me semblent les mieux choisis pour évoquer un sujet qui est un sujet d'intérêt commun, qui est probablement un des sujets qui est au cœur des défis que nous aurons à relever ensemble en Chine, en France dans les années qui

viennent, qui est celui de l'économie de la connaissance, de l'intelligence collective, de l'innovation au service de l'humanité.

Et plutôt que de me lancer dans une grande présentation très solennelle, je voudrais partager avec vous trois convictions très fortes qui me semblent pouvoir fonder une approche intéressante pour vous, étudiants chinois et pour nous Français.

D'abord je pense que la question de la connaissance, de l'économie de la connaissance est la grande question de notre temps et en disant cela, je dis une moitié de vérité. Une moitié de vérité parce que la vérité, c'est que la connaissance a toujours été à toutes les époques la grande question.

Il se trouve qu'en ce moment en France, c'est l'époque du baccalauréat, l'équivalent de votre Gaokao. Et tous les étudiants français qui passent le baccalauréat doivent passer une épreuve de philosophie. Un des sujets qui leur a été posé au début du mois de juin dans cette épreuve de philosophie, était une question sur laquelle ils avaient 4 h 00 pour composer et pour essayer d'apporter une réponse.

La question était la suivante : le désir est-il la marque de notre imperfection ? Si, comme un certain nombre d'étudiants français, vous n'êtes pas versés dans l'étude des philosophes, cette question peut paraître redoutable. Mais songez-y bien, le désir est-il la marque de notre imperfection ? C'est au fond une question qui renvoie à la connaissance.

Pour beaucoup d'entre nous, le désir c'est une émotion qui semble incompatible avec la raison. Pour beaucoup d'entre nous, c'est une tentation qui serait incompatible avec la sagesse. Dans la Bible, le fait pour Eve de croquer la pomme, est l'expression du désir mais du désir du savoir, de l'appétit de la connaissance. Et c'est ce qui précipite la perte de l'homme et de la femme.

Le péché originel dans la religion catholique, dans la religion chrétienne c'est bien l'appétit de savoir, l'appétit de la connaissance. Et fondamentalement, cet appétit de la connaissance ça n'est pas la marque de notre imperfection, c'est la marque de notre humanité.

Le fait que nous voulions comprendre, quoi qu'il arrive, à toute époque, que nous voulions savoir est ce qui fait de nous des hommes et des femmes. Ça n'est pas la marque de notre imperfection, c'est la traduction, l'essence même de notre humanité.

Confucius, qui est mieux connu dans ces murs qu'un certain nombre d'auteurs que j'aurai le plaisir de vous citer un peu plus tard, disait que dépasser les limites n'est pas un moindre défaut que de rester en deçà. D'une certaine façon, voilà Confucius nous invitant à dépasser nos connaissances, à toujours savoir plus et à toujours mieux comprendre, parce que rester en deçà de nos limites est au fond un problème encore plus grand que ceux qui sont posés par ce dépassement quotidien et éternel.

Aujourd'hui dans le monde dans lequel nous vivons, le désir de comprendre, le désir de savoir, le désir de connaître devient peut-être plus encore qu'avant une nécessité. Parce que l'économie de la connaissance est une marque de puissance. Parce qu'elle est une garantie de la souveraineté et parce qu'elle constitue d'une certaine façon le seul moyen pour nous, quels que soient les États dans lesquels nous vivons, quelles que soient les convictions que nous partageons ou pas, elle constitue le seul moyen de relever les défis qui sont devant nous.

Les défis de notre époque qui, si nous ne les relevions pas, remettraient en cause ce que nous sommes. Le défi de la transformation climatique, le défi d'une vie collective et pacifique sur une terre aux ressources finies qui abrite et qui a vocation à abriter 9, 10 milliards d'êtres humains.

Le défi d'un recours et d'un accès à une alimentation saine, à de l'eau potable, à un environnement qui ne soit pas une pénalité ou un danger pour l'humanité, mais bien un environnement de qualité sain dans lequel il nous est possible de nous épanouir.

Ce défi, il passe par une remise en cause de ce que nous sommes peut-être, mais pour le relever nous devons savoir, nous devons connaître. Et partout dans le monde, on voit bien que se joue non pas une compétition - c'est peut-être parfois envisagé sous l'angle de la compétition - mais une forme de course contre la montre, d'appétence partagée et revendiquée, de course au savoir.

Tous les pays qui permettront à une partie la plus conséquente possible de s'élever le plus haut possible grâce au savoir serviront à la fois leurs intérêts et l'intérêt de l'humanité tout entière. Ce grand défi de notre temps, c'était ma première conviction. Ma deuxième conviction c'est que la France a une partie à jouer, a un rôle à jouer dans de la façon dont nous pourrons répondre à ce défi collectif.

Je sais pour connaître un peu la Chine, pour m'y rendre presque chaque année depuis maintenant plus de 15 ans, que mon pays est parfois représenté ici comme le pays de l'amour romantique, des vins fins, de la grande cuisine et des châteaux merveilleux. Et chers amis étudiants, tout ça est vrai, mais la France ça n'est pas que ça et c'est loin d'être seulement cela.

La France – et c'est un point qui n'est pas sans nous rappeler des éléments essentiels de la Chine – est un pays qui lorsqu'il a fait sa révolution à la fin du XVIII^{ème} siècle a entendu placer le pouvoir politique et la vie en société sous l'empire de la raison, non pas du droit du plus fort, non pas d'une forme de tyrannie quelconque, mais sous l'empire de la raison.

Les scientifiques du XVIII^{ème} siècle, au moins autant que les philosophes du XVIII^{ème} siècle – et d'ailleurs au XVIII^{ème} siècle les scientifiques et les philosophes vivaient ensemble sans toujours s'interroger sur la spécialisation de leurs enseignements ou leurs apprentissages – ont participé à l'élaboration, à la construction de ce qui était un nouveau régime.

Songez qu'au moment où la France invente un droit nouveau, le droit de la Révolution française, le droit qui va prévaloir ensuite sous l'empire, une autre révolution – scientifique celle-ci, normative elle aussi – s'introduit, celle du système métrique.

Le système métrique, qui est utilisé presque partout dans le monde, il y a peut-être ici quelques anglo-saxons à qui j'adresse un salut fraternel. Ce système métrique est la traduction à la fois symbolique, scientifique, pratique, normative de l'importance considérable que la République, la France nouvelle a entendu donner à la science, aux scientifiques, à la raison.

Parmi les institutions créées au moment de la Révolution française, parmi les plus prestigieuses, sont consacrées à la science, au savoir, à l'enseignement et à la recherche. La France d'aujourd'hui est un acteur de référence dans le nucléaire civil, un acteur de référence dans l'aéronautique et dans l'aérospatiale. C'est un acteur de référence dans les

biotechnologies, dans l'intelligence artificielle, dans tous les domaines où l'ensemble des industries, l'ensemble des pays cherchent à dépasser la masse des connaissances, à mieux marier les connaissances entre elles pour pouvoir produire de nouveaux services, de nouvelles technologies, de nouvelles avancées au service de l'humanité.

Dans tous ces domaines, la France est présente, est active, est en pointe.

300.000 étudiants étrangers sont actuellement inscrits et suivent leurs études en France. Cela fait Madame la Ministre, je crois, de la France le 4^{ème} pays d'accueil en matière d'enseignement supérieur parmi les nations du monde.

Dans la délégation qui m'accompagne et que je salue chaleureusement, se trouvent les présidents d'instituts de recherche prestigieux : le CNRS, l'INSERM, les instituts qui par leur fonctionnement, par l'amplitude de leur domaine de recherche, par le lien très particulier et très fécond qu'ils réussissent à mettre en œuvre avec les universités, avec le monde industriel, avec le monde de la recherche fondamentale réussissent à briller et à permettre à la France de s'enorgueillir d'un palmarès tout à fait remarquable, avec 57 Prix Nobel et 11 médaillés Fields depuis la création de l'ensemble de ces prix.

Dans ma délégation sont aussi présents des jeunes dirigeants, des jeunes créateurs, des jeunes innovateurs de start-up, parce que trop souvent en France, on présente le monde de l'innovation, le monde de la recherche technologique comme un monde qui serait soit réservé aux très grands instituts de recherche, soit réservé aux très grandes entreprises.

La vérité c'est qu'il n'en est rien et que dans les écosystèmes de recherche, des petites entreprises incroyablement innovantes sont capables de faire des percées, de proposer des avancées, lesquelles peuvent être reprises ensuite soit par des grandes entreprises, soit par des grands laboratoires, qui sont tout à fait exceptionnelles.

C'est en France qu'a été installé, à Paris pour être plus précis, le plus grand incubateur de start-up au monde, la Station F. C'est en France que nous avons mis en place un dispositif fiscal extrêmement ambitieux, le Crédit impôt recherche pour faire en sorte que l'État accompagne l'effort de recherche – fondamentale ou appliquée – portée par toute une série d'entreprises. Et c'est en France que nous mettons en place avec Mounir MAHJOUBI, le secrétaire d'État à l'Économie numérique des fonds spécifiques dédiés au Deep-Tech pour faire en sorte que la recherche puisse là encore donner lieu à des applications qui servent l'humanité, qui servent nos concitoyens.

Cette orientation, parfois méconnue mais très réelle de l'économie française sur l'innovation et sur la recherche, explique notamment l'attrait considérable de la France pour les investissements des autres nations. L'année dernière, en 2017, les investissements étrangers en France ont augmenté de 31 % par rapport à ce qu'ils étaient l'année précédente. Tout récemment, des groupes que vous connaissez – Facebook, Google, Fujitsu - ont décidé d'installer à Paris et en France leur centre consacré à la recherche en matière d'intelligence artificielle.

Pourquoi ? Parce que depuis de très nombreuses années et pour de très nombreuses années encore, la France a réussi à accueillir, à développer une école mathématique exceptionnelle, incroyablement productive, qui fait que nous avons chez nous des atouts précieux pour permettre les avancées les plus audacieuses en matière d'intelligence artificielle.

Mais il y aurait quelque chose d'incongru à venir à l'université de Tsinghua pour dire : mesdames et messieurs, tout va très bien, rien n'est plus beau que la France en matière de recherche, d'innovation et de sciences. Ce serait évidemment méconnaître à la fois la plus élémentaire politesse mais surtout méconnaître la réalité.

La réalité, c'est aussi que dans tous ces domaines pour avancer, rien n'est plus efficace que les partenariats et le travail collectif. Et je voudrais citer quelques domaines dans lesquels la Chine, la France travaillent de concert pour améliorer la performance, pour accroître le savoir, pour faire en sorte que nous puissions faire des avancées.

C'est le cas, je l'ai dit, en matière de nucléaire civil. La coopération nucléaire entre la France et la Chine est une coopération ancienne. Elle a été un modèle, elle a été audacieuse et elle se poursuit jusqu'à nos jours avec des constructions en Chine, en collaboration entre des grands groupes industriels et le grand électricien français qu'est EDF. Elle se poursuit à l'étranger avec des investissements conjoints au Royaume-Uni, portés par des entreprises chinoises et des entreprises françaises en matière de nucléaire civil. Elle se complète par des coopérations pour mettre en œuvre le cycle fermé du nucléaire civil, avec les usines de retraitement du combustible usé.

Ces technologies qui sont évidemment – pour être acceptées et pour être efficaces, demandent une maîtrise parfaite et une sécurité totale – mises au point, discutées, améliorées grâce à des coopérations entre nos deux pays.

De la même façon en matière aéronautique, la France et la Chine échangent, commercent bien entendu, mais échangent sur la meilleure façon d'améliorer nos produits, de faire en sorte que nous puissions passer demain à l'avion du futur qui consomme moins, qui fait moins de bruit, qui pollue moins et qui permet dans de bien meilleures conditions de continuer à bénéficier des effets de l'ouverture aux échanges des personnes, du tourisme, des voyages, du rapprochement des populations entre elles.

Troisième domaine dans lequel nos coopérations en matière de recherche doivent être exemplaires, la préservation de l'environnement. Avec notre souci collectif dans le cadre d'un pacte mondial de l'environnement d'appliquer les Accords de Paris, de faire en sorte de pouvoir avancer dans la direction de l'économie décarbonée.

Au mois de juillet sera engagée l'année franco-chinoise de l'environnement, qui traduit notre volonté commune, nos intérêts communs, notre souci commun de ne pas écouter ceux qui pensent que la question environnementale et la question climatique seraient de fausses questions, mais bien de prendre à bras-le-corps ce qui va transformer notre monde et ce que nous devons maîtriser sous peine d'être remis en cause.

Si j'insiste sur l'environnement, c'est parce que l'innovation, la science, la recherche n'ont pas seulement pour vocation ou comme finalité l'innovation, la science ou la recherche. Nous voulons toujours dépasser notre savoir, nous voulons toujours comprendre mais si nous voulons toujours savoir, si nous voulons toujours aller au-delà des limites comme Confucius nous y invitait, c'est pour le service de l'humanité. Mieux comprendre notre monde nous permet de mieux y vivre.

Un grand Français disait au XVI^{ème} siècle une phrase que tous les étudiants qui passent le baccalauréat connaissent et que peut-être certains Chinois qui passent le Gaokao connaissent aussi. Je ne sais pas comment on peut la traduire, mais la formule en français est magnifique : *science sans conscience n'est que ruine de l'âme*.

Parce que l'innovation et la recherche sont au service de l'humanité, doivent être au service de l'humanité, de la liberté, des respects des droits fondamentaux. Parce que la technologie qui connaît aujourd'hui des avancées exceptionnelles, incroyables, quasi miraculeuses doit être d'abord au service du bien. C'est d'ailleurs le sens de l'initiative prise par la France dans un label qui s'appelle « Tech for Good », qu'on pourrait je crois pouvoir traduire sans problème en français par la technologie au service du bien.

Ma troisième conviction, c'est que seul un monde ouvert et fondé sur le droit peut garantir une véritable économie de la connaissance. Si nous voulons bâtir un avenir juste et stable, nous devons – la France, la Chine – parler le même langage à défaut de la même langue, respecter les mêmes règles économiques et politiques. Nous croyons au bien-fondé et à la sagesse des normes internationales.

Ces normes, il faut bien sûr les actualiser, les faire évoluer à l'aune des nouveaux défis que sont le numérique, la protection des données personnelles, la révolution ou la transformation climatique. Il faut les définir dans un cadre multilatéral dont on connaît la force et la stabilité. Parce que justement, il ne dépend pas du bon vouloir d'un pays ou d'un autre, il ne dépend pas d'un rapport de force, lequel est toujours provisoire. Ce cadre multilatéral, alors qu'il devrait s'imposer, on en subit aujourd'hui les faiblesses. Face aux menaces ou aux postures de repli, la Chine, la France, l'Europe bien entendu doivent montrer l'exemple en respectant, en activant et en modernisant ce cadre multilatéral.

Cela implique bien sûr une régulation internationale. Dans le domaine du numérique, on en éprouve la nécessité pour veiller à la protection des données personnelles, pour préserver la vie privée, pour soumettre à l'équité fiscale de grands groupes qui savent se jouer des frontières administratives pour créer les conditions d'une concurrence loyale en évitant les abus de position dominante.

Cette régulation du numérique, elle n'a de sens qu'à l'échelle mondiale. La France lancera une consultation internationale pour réfléchir justement à ces régulations intelligentes dans dix grands domaines. Notamment la fiscalité, le partage des données industrielles, la modération des contenus en ligne car dans mon pays et dans d'autres, le développement exceptionnel des réseaux sociaux, du digital, du numérique et de l'anonymat qu'ils permettent parfois, a donné lieu à un déversement de haine, de discrimination, de racisme parfois qui n'est pas acceptable.

Nous espérons que la Chine participera activement à cette consultation. Elle est un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et comme le disait le général DE GAULLE en 1964, dans une belle formule au moment où il annonçait pour la première fois - puisque la France était le premier État à reconnaître la République populaire de Chine et à s'engager avec elle dans des relations diplomatiques - qu'elle avait évidemment vocation à prendre sa part, je le cite : « *des intérêts et des soucis de l'univers tout entier* ».

Cette formule est toujours exacte, elle nous oblige toujours. La Chine, la France et ceux des pays qui sont arrivés à un tel degré de maturité ont vocation à prendre leur part et à s'intéresser à tous les intérêts et au souci de l'univers tout entier.

Vos prédécesseurs, vos aînés ont commencé à le faire et aujourd'hui, c'est à vous de prendre le relais, de défendre un ordre et des valeurs que nous avons patiemment construits ensemble qui ont prouvé leur utilité et leur solidité. C'est dans ce cadre de dialogue, qui canalise et qui dépasse la contradiction, que nous devons travailler avec la Chine à la mise en place d'un multilatéralisme fort sans angélisme, sans naïveté mais ferme et juste.

J'évoquais Internet tout à l'heure. Il n'y a pas de prospérité ni de développement durable sans règles du jeu. Ce qui est vrai pour l'Internet l'est aussi pour le commerce international. Sans règles justes dans un périmètre mondial, le combat est inégal et donc injuste. Or s'il est injuste, nous courons tous le risque que nos opinions publiques s'en détournent.

Il faut donc distinguer les objectifs d'équilibre des balances commerciales qui sont un sujet et la régulation qui en est un autre. Lorsqu'une balance commerciale déficitaire est le reflet d'une compétitivité moins bonne, si la concurrence est juste c'est acceptable, si ça ne l'est pas ça l'est moins.

C'est pour cela que face à des tensions commerciales croissantes, la France porte une position pragmatique. D'une part, préserver le système commercial multilatéral en refusant toutes les mesures qui transgressent dangereusement des règles de coopération longuement élaborées, tout en engageant une discussion ouverte sur l'efficacité de ces règles. L'Organisation mondiale du commerce a été mise en place il y a près de 25 ans, sur la base d'un corpus de principes qui ont plus de 70 ans. Nous devons les défendre, nous devons les faire vivre beaucoup plus qu'y renoncer sous les coups de boutoir de tel ou tel.

D'autre part, il faut s'attaquer au fond des sujets. Les subventions publiques qui devraient respecter les conditions du marché et d'une concurrence équitable, les surcapacités pour qu'elles ne détruisent pas les emplois, l'intégration de l'environnement et du développement durable dans les règles du commerce international.

La Chine jouera évidemment un rôle de leader dans cette modernisation. Votre président a présenté une vision lucide et convaincante de l'économie mondiale, il y a plus d'un an à Davos ou encore au Boao Forum cette année. Ses ambitions, cette vision doivent être concrétisées car si ensemble nous ne jouons pas notre partition, alors les fausses notes pourraient se multiplier et le désordre s'installer.

C'est donc une tâche historique qui nous incombe, parce que le commerce international suscite parfois un réflexe protectionniste ou des replis identitaires. Nous devons rééquilibrer le multilatéralisme dans la direction des puissances asiatiques et africaines, bien entendu. C'est un défi de taille mais c'est à vous, à nous tous ensemble qu'il appartient de le relever. Sans quoi les frontières se fermentaient, sans quoi l'économie de la connaissance en pâtirait.

Chers étudiants, je voudrais conclure en citant un grand penseur confucéen que vous connaissez beaucoup mieux que moi, qui disait : « *apprendre c'est apprendre à faire de soi un être humain* ». C'est JUNZI qui disait cela et qui nous le dit depuis le XI^{ème} siècle. Ces mots très justes me rappellent le conseil qu'un autre sage, un sage français cette fois, donnait à ses étudiants. C'était en 1941.

1941 est une période très sombre de l'histoire de France. Et un des grands professeurs de l'Ecole normale supérieure - Monsieur le Président avec laquelle l'université de Tsinghua

entretient des collaborations et qui est un des temples de l'intelligence française - Lucien FEBVRE, exhortait ses étudiants à retrousser leurs manches, à être des hommes d'action, à être des femmes et des hommes pleinement embarqués dans le cours tumultueux de l'actualité.

L'actualité de 1941 était un combat contre l'oppression, contre la haine, contre l'obscurantisme, un combat pour la liberté. Comme JUNZI, Lucien FEBVRE refusait toutes les cloisons, toutes les dissociations entre la vie de chercheur, celles qui passent par l'élévation du savoir, la mobilisation des intelligences et la vie d'homme, celles qui passent par l'action individuelle, voire l'action collective.

Pour lui les connaissances historiques – et c'est évidemment valable pour toutes les connaissances – ne devaient pas être perçues, la formule est belle, comme une nécropole endormie. Ces nécropoles endormies où on visiterait de mornes et froids vestiges du passé.

La formation intellectuelle, la formation scientifique que vous recevez entre ces murs vous convertit en hommes de bien, en femmes de bien, de qualité.

Cet homme de qualité, cette femme de qualité, cet honnête homme qui est l'éternel objectif du savoir et de la connaissance, c'est à vous aujourd'hui qu'il revient de l'incarner, c'est à vous qu'il revient de sauver l'humanité. C'est une belle mission, bon courage.